

Pascal PERRINEAU

D'UN PARTI DE PROTESTATION À UN PARTI DOMINANT

LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE
DU RASSEMBLEMENT
NATIONAL (2017-2026)

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE

fondapol.org

Juillet 2026

FONDATION_{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

D'UN PARTI DE PROTESTATION
À UN PARTI DOMINANT
LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE
DU RASSEMBLEMENT NATIONAL
(2017-2026)

Pascal PERRINEAU

La Fondapol est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDAPOL

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| POINTS CLÉS..... | 7 |
| INTRODUCTION..... | 11 |
| I. LES DIFFÉRENTS TYPES DE POPULATION AYANT CONTRIBUÉ À L'ENVOLEE ÉLECTORALE DU RN..... | 14 |
| II. LE PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DES QUATRE POPULATIONS..... | 17 |
| III. LE PROFIL POLITIQUE DES QUATRE POPULATIONS..... | 21 |
| ANNEXES..... | 28 |

POINTS CLÉS

I. LA MONTÉE EN PUISSANCE DU RN

La progression électorale du RN s'est accélérée ces quinze dernières années :

- + 2,6 millions d'électeurs entre les européennes de 1984 et le 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 2002 ;
- + 4,2 millions d'électeurs entre le 1^{er} tour de la présidentielle de 2012 et les législatives de 2024 (33,4 % des suffrages).

Les élections municipales, en général défavorables au parti, ont confirmé cette progression :

- 74 communes remportées avec alliés (+ 52 par rapport à 2020) ;
- 3 121 conseillers municipaux (contre 827 en 2020) ;
- 1 629 613 voix (contre 1 073 003 en 2014) : + 50 % en 12 ans.

Les sondages pour la présidentielle de 2027 sont très favorables au RN :

- Jordan Bardella est crédité de 34 à 37 % d'intentions de vote ;
- soit 17 points d'avance sur Édouard Philippe (18 %), 21 points sur Raphaël Glucksmann (14 %).

II. CARACTÉRISTIQUES DES ÉLECTEURS

L'étude* s'appuie sur la construction d'une population de 2 444 électeurs et de son comportement lors de trois scrutins : avril 2017, avril 2022, juin 2024.

Quatre profils émergent : les ralliés, les fidèles, les épisodiques et les hostiles.

1. Les ralliés : 10,5 % de l'échantillon ont voté RN pour la première fois en juin 2024.

Leur arrivée représente l'effondrement des dernières digues (âge, diplômes et cols blancs) qui contenaient la poussée du RN.

*L'Enquête électorale française réalisée au CEVIPOF [en ligne].

Profil socio-démographique

- Plus âgés : 56 % ont 65 ans et plus (moyenne 52 % ; seulement 47 % chez les fidèles) ;
- Majoritairement diplômés du supérieur : 57 % (moyenne 56 % ; contre 36 % chez les fidèles) ;
- Professions intermédiaires : 34 % (moyenne 32 %), employés : 32 % (moyenne 27 %) ;
- Mais les cadres supérieurs demeurent sous-représentés : 22 % (moyenne 26 %) ;
- Le sentiment de déclassement est très fort : 89 % déclarent vivre moins bien qu'avant (moyenne 71 %) et 56 % s'en sortent difficilement d'un point de vue financier (moyenne 45 %).

Profil politique

Ce sont d'anciens électeurs de la droite modérée qui ont rejoint le RN récemment :

- 55 % déclarent appartenir à la droite classique, 16 % à l'extrême droite seulement (40 % chez les fidèles) ;
- Vote 2017 : 40 % Fillon, 18 % gauche, 14 % Macron, 18 % petits candidats ;
- Ralliement initié aux élections européennes 2024 : 77 % votent RN.

Ils sont loin d'être des fidèles inconditionnels du RN :

- Proches du RN : 31 % (contre 94 % chez les fidèles) ;
- Proches de LR : 31 % (contre 3 % chez les fidèles) ;
- Pensent que le RN ferait mieux : 72 % (moyenne 27 %), mais 26 % sans avis tranché, adhésion plus prudente.

2. Les épisodiques (13 % de l'échantillon votent par intermittence pour le RN) et **les fidèles** (9,2 % de l'échantillon ont voté RN en 2017, 2022 et 2024).

Profil socio-démographique des électeurs épisodiques et celui des électeurs fidèles sont assez proches :

- Les milieux modestes sont surreprésentés : 45 % des épisodiques sont ouvriers/employés, c'est le cas de 54 % des fidèles (moyenne 33 %) ;
- Ils sont moins diplômés que la moyenne et sont plus nombreux que la moyenne à déclarer s'en sortir difficilement d'un point de vue financier ;
- Les électeurs épisodiques sont plus féminins : 59 % (moyenne 56 %) ; tandis que les fidèles sont plus masculins 47 % (moyenne 44 %).

Profil politique des électeurs épisodiques

Leur vote peut parfois transgresser le clivage gauche-droite :

- 65 % se déclarent à droite (contre 71 % chez les ralliés et 76 % chez les fidèles) ;
- Vote à la présidentielle 2017 : 54 % Le Pen, mais aussi 15 % Fillon, 13 % gauche, 8 % Macron ;
- Vote à la présidentielle 2022 : 48 % Le Pen, mais aussi 19 % Zemmour, 8 % gauche et 8 % Macron ;
- Vote aux européennes 2024 : seulement 40 % votent RN ;
- Vote aux législatives 2024 : bascule massive à 77 % pour un candidat RN.

Profil politique des électeurs fidèles

Ils constituent le socle stable et pérenne du parti :

- Proches du RN : 94 % ont un attachement quasi total ;
- Très mobilisés : seulement 9,3 % d'abstention aux européennes 2024.

3. Les hostiles : 67,3 % de l'échantillon n'ont jamais voté RN**Profil socio-démographique**

- Les femmes, les seniors et les habitants des villes de plus de 50 000 habitants sont légèrement surreprésentées ;
- 61 % sont diplômés du supérieur (moyenne 56 %)
- Cadres supérieurs : 31 % (moyenne 26 %) ; professions intermédiaires : 34 % (moyenne 32 %) ;
- S'en sortent facilement financièrement : 62 % (moyenne 55 %).

Profil politique

- 41 % se situent à gauche (moyenne 29 %) ;
- Vote 2017 : 34 % gauche, 34 % Macron, 20 % Fillon ;
- La gauche ne détient pas le monopole du rejet du RN, une droite réticente perdure.



© Crédits : Carmin

Rond-point en France

D'UN PARTI DE PROTESTATION À UN PARTI DOMINANT

LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL (2017-2026)

Pascal PERRINEAU

Professeur des Universités, CEVIPOF-Sciences Po
et membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondapol.

INTRODUCTION

Pendant longtemps, la progression du Front national, qui est apparu comme une force électorale significative aux élections européennes de 1984 (10,95 %), s'est faite par paliers relativement modestes (14,4 % à l'élection présidentielle de 1988, 15 % à celle de 1995, 16,9 % à celle de 2002) et a même enregistré un retrait sensible lors de la présidentielle de 2007 (10,4 %). Ce n'est qu'avec la passation de pouvoir au sein du parti en 2011 entre Jean-Marie Le Pen et sa fille, Marine, et la première candidature présidentielle de cette dernière en 2012 que la progression a repris, à un rythme élevé et même parfois très élevé, au point de mener aujourd'hui le Front national devenu Rassemblement national aux portes du pouvoir : 17,9 % en 2012, 21,3 % en 2017, 23,2 % en 2022 et 33,2 % en 2024 (soit une progression de 15,3 points en douze ans et de 11,9 en sept ans)¹. Ainsi, après une progression de 6 points de 1984 à 2002, la croissance frontiste s'est brusquement accélérée avec plus de 15 points de la présidentielle de 2012 aux dernières législatives de 2024 (voir Tableau 1). 6 421 426 électeurs en 2012, 7 465 123 électeurs en 2017, 8 113 828 en 2022, 10 647 914 en 2024, soit une progression de 4 226 488 de 2012 à 2024 (contre + 2 594 379 électeurs de 1984 à 2002).

1. Sans compter les niveaux très élevés atteints lors du second tour des élections présidentielles de 2017 et 2022 : respectivement 34,3 % et 41,4 % des suffrages exprimés.

Tableau 1 : Évolution des votes en faveur du FN/RN lors du premier tour de la présidentielle, 1988 - 2022, et au premier tour des législatives de 2024 (en % de suffrages exprimés)

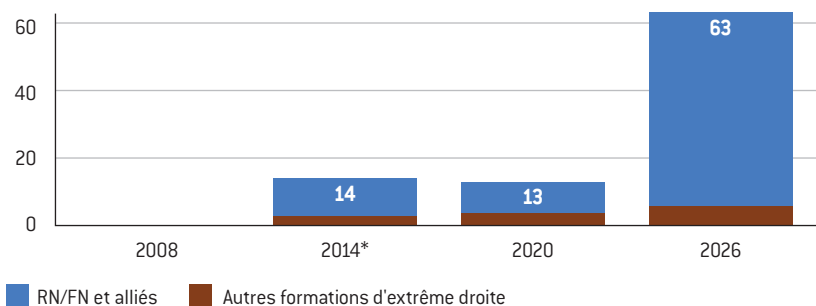
| Année | Vote FN/RN |
|-------|--------------------|
| 1988 | 14,4% |
| 1995 | 15% |
| 2002 | 16,9% |
| 2007 | 10,4% |
| 2012 | 17,9% |
| 2017 | 21,3% |
| 2022 | 23,2% |
| 2024 | 33,2% ² |

Source : Ministère de l'Intérieur.

Aux élections municipales de mars 2026, élections qui n'ont jamais été très favorables à un parti qui a longtemps négligé son implantation locale, celles-ci ont montré une capacité à améliorer l'offre locale par rapport à 2020 mais non par rapport à 2014 (582 listes recensées en 2014, 478 en 2020, 548 en 2026 pour les listes « RN et alliés »). En revanche, le RN et ses alliés ont sensiblement accru leur capital de voix (1 073 003 voix en 2014, 1 629 613 en 2026) soit une progression de plus de 50 % en 12 ans³.

Nombre de villes et d'arrondissements gagnés par l'extrême droite aux municipales depuis 2008

Dans les communes d'au moins 3 500 habitants



* En comptant la mairie du septième secteur de Marseille gagnée par Stéphane Ravier (FN) en 2014.

Source : Ministère de l'Intérieur

2. Au premier tour des législatives, le RN recueille 29,26% des voix et les candidats LR/RN de Ciotti, classés comme Union de l'extrême-droite (UXD) par le ministère de l'Intérieur, 3,96% des voix, soit 33,2% en tout.

3. Gilles Ivaldi, *Quel bilan pour le Rassemblement national aux élections municipales de mars 2026 ?*, Note de recherche du CEVIPOF, Collection Municipales 2026, n°5, avril 2026, 16 p [en ligne].

Sans conteste, ces élections municipales ont été les meilleures que le RN ait affrontées puisqu'à l'issue du second tour il contrôle, avec ses alliés, dans l'ensemble du pays, 74 communes (+ 52 par rapport à 2020) et a multiplié par presque quatre son capital de conseillers municipaux (3 121 conseillers contre 827 en 2020)⁴. À l'issue des deux tours des élections municipales, le RN a emporté la mairie dans plus de soixante-dix petites et moyennes communes, situées souvent dans ses zones de force du sud, du nord et du nord-est (Agde, Amnéville, Carcassonne, Carpentras, Castres, La Seyne-sur-Mer, Liévin, Lillers, Menton, Montauban, Oignies, Orange, Rivesaltes, Saint-Avoid, Six-Fours-les-Plages, Wittelsheim...) mais il reste à la porte du pouvoir dans les grandes villes (Marseille, Toulon, Nîmes...) et ne perce qu'avec difficultés dans les zones blanches (sauf de manière ponctuelle, par exemple, à La Flèche dans la Sarthe, à Amilly et Montargis dans le Loiret, ou encore à Vierzon dans le Cher).

La question du vote en faveur du RN et de ses alliés à l'occasion d'élections qui débouchent sur l'attribution d'un pouvoir exécutif local de première importance reste donc posée et continue à témoigner des interrogations qui peuvent assaillir des électeurs séduits par certaines thématiques du RN mais plus dubitatifs sur sa capacité de gestionnaire.

Les performances locales restent encore loin des niveaux atteints sur le plan national : dans les villes où il présentait des listes, le RN et ses alliés ont réalisé un score moyen de 24,1 % des suffrages exprimés (soit 17,1 % en pondérant par la taille de la population) contre plus de 30 % lors des élections nationales. Cette sous-évaluation sur le plan municipal est largement due au fait que le localisme dessert une force dont l'aura reste principalement nationale. Même si les électeurs du RN, lors des dernières élections municipales, sont les plus nombreux (35 % contre 24 % de l'ensemble des électeurs interrogés) à déclarer avoir voté avant tout « en fonction de la situation politique sur le plan national », ils sont 65 % à mettre en avant la situation politique locale comme motivation majeure de leur vote municipal⁵. Ils ne sont pas forcément opposés à l'éventualité d'une victoire d'une liste de droite autre que celle du RN qui, d'ailleurs, dans l'immense majorité des cas, n'est pas présente. Indépendamment de cette absence de vecteur d'expression dans nombre de communes, 33 % des électeurs interrogés en mars 2026 souhaitaient une victoire nationale du RN aux élections municipales⁶, 42 % avaient une bonne opinion du RN et 37 % considéraient même que « la société que prône le RN est globalement celle dans laquelle (ils) souhaitent vivre ».

4. Paul Cébille, « Municipales 2026 : comment le RN est passé de 22 à 74 mairies ? », *Figaro/Elections*, 25 mars 2026, [en ligne].

5. *Enquête électorale française 2026*, mars 2026, réalisée par IPSOS BVA CESI pour Sciences Po CEVIPOF, Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* [en ligne].

6. Ce n'est le cas que de 18 % des personnes interrogées pour les partis du bloc central, 15 % pour le PS et 14 % pour LR.

Même diminuée par l'enjeu municipal, l'influence politique du parti de Jordan Bardella et Marine Le Pen reste entière.

Au soir de ces dernières élections municipales, la capacité du RN à arriver largement en tête des intentions de vote pour la prochaine élection présidentielle reste intacte⁷. Jordan Bardella est crédité de 35 % d'intentions de vote et ne connaît aucune érosion par rapport à la dernière mesure effectuée par le même institut en octobre 2025. Le candidat du RN domine, pour l'instant, la compétition en reléguant ses challengers à 17 points derrière lui (Edouard Philippe avec 18 %) ou même 21 points pour le candidat de gauche le mieux placé (Raphaël Glucksmann avec 14 %). Cette position ultradominante qui rappelle les niveaux obtenus par Valéry Giscard d'Estaing en 1974 (32,6 %), François Mitterrand en 1988 (34,1 %) ou encore Nicolas Sarkozy en 2007 (31,2 %) montre la force électorale du RN à un an de l'échéance de 2027.

Pour l'analyse qui va suivre nous ne retiendrons que des élections nationales (présidentielles et législatives) car ce sont elles qui, historiquement, ont été les plus favorables au parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella, et que la prochaine échéance électorale décisive est l'élection présidentielle de 2027 où l'hypothèse de la présence du RN au second tour et son éventuelle victoire sont tout à fait envisageables.

I. LES DIFFÉRENTS TYPES DE POPULATION AYANT CONTRIBUÉ À L'ENVOLÉE ÉLECTORALE DU RN

Pour mieux saisir l'ampleur de cette accélération électorale peu commune, nous avons mis en place, depuis la fin des années 2010, une enquête par panel sur des échantillons importants d'électeurs (plus de 10 000 personnes interrogées à chaque vague et parfois jusqu'à 16 000) qui permettent de suivre au plus près les itinéraires politiques et électoraux de ces citoyens en âge de voter⁸. Sur les sept dernières années (de 2017 à 2024), nous avons pu retracer attentivement les parcours des mêmes électeurs à partir de trois vagues de l'Enquête électorale française (vague d'avril 2017 sur le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 ;

7. Rapport Toluna Harris Interactive pour M6 et RTL, *Intentions de vote à l'élection présidentielle*, mars 2026 [en ligne].

8. L'Enquête électorale française réalisée au CEVIPOF existe depuis 2015 (20 vagues des régionales de 2015 aux législatives de 2017 ; 3 vagues à l'occasion des européennes de 2019 ; 1 vague à l'occasion des élections municipales de 2020 ; 12 vagues de 2021 à 2022 à l'occasion des législatives et présidentielle de 2022 et 7 vagues de 2023 à 2024 à l'occasion des européennes et législatives de 2024). Ces enquêtes par panel sont réalisées auprès de plus de 10 000 personnes. Voir le site du CEVIPOF, Études et enquêtes [en ligne].

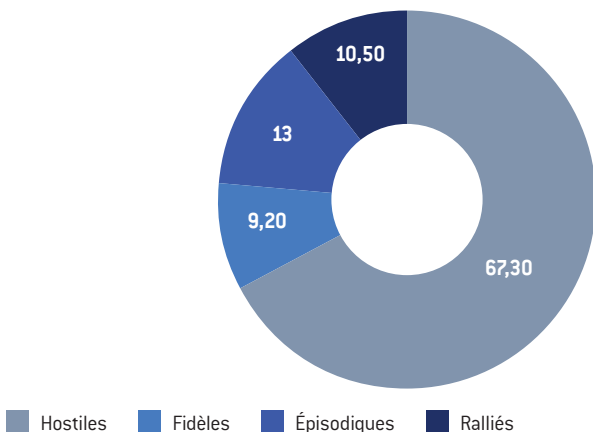
vague d'avril 2022 sur le premier tour de l'élection présidentielle de 2022, vague de juin 2024 sur le premier tour des élections législatives de 2024). Ces électeurs, retrouvés à chacune de ces trois étapes sur une durée de plus de sept ans, sont au nombre de 2 444.

S'agissant des électeurs du Rassemblement national, quels sont les flux qui ont accru ce qui est devenu, et de loin, le premier électorat français ? Sur cette période de sept ans, quelle est la part des « fidèles » qui ont constamment apporté leur soutien, la part de ceux qui n'ont accordé qu'un soutien passager (les « épisodiques ») et, enfin, la part des « ralliés » de la dernière période (à savoir juin 2024) ? Sans oublier le contingent important de celles et ceux qui restent « hostiles » et n'ont jamais accordé leur confiance, même momentanée, au parti à la flamme tricolore.

Nous avons ainsi pu construire quatre populations à partir des 2 444 électeurs que nous avons retrouvés dans les trois vagues d'avril 2017, d'avril 2022 et de juin 2024. Ces populations sont les suivantes (voir Graphique 2) :

- les « hostiles » (aucun vote pour le RN sur la période 2017-2024) : 1 644 sur 2 444 (67,3 %). Aucun de ces électeurs n'a cédé à la tentation du vote FN puis RN dans la période concernée des sept années (2017-2024) ;
- les « épisodiques » (vote unique en 2017 ; vote en 2017 et 2022 ; vote unique en 2022, vote en 2024 et 2022 mais pas en 2017 ; vote en 2024 et 2017 mais pas en 2022) : 319 sur 2 444 (13 %). Leur rapport au RN est irrégulier et connaît des défections intermittentes ;
- les « fidèles » (vote en 2017, en 2022 et en 2024) : 225 sur 2 444 (9,2 %). Ces électeurs sont toujours au rendez-vous électoral du RN au cours des sept années considérées, quelle que soit la nature du scrutin ;
- les « ralliés » (vote en 2024 mais pas auparavant) : 256 sur 2 444 (10,5 %). Ceux-ci se retrouvent tous dans un vote en faveur du RN ou de son allié UDR aux législatives de 2024 sans cependant avoir voté antérieurement pour le RN. C'est une population clef pour comprendre la montée en puissance du RN et son passage du statut de force politique importante à celui de première force politique et électorale.

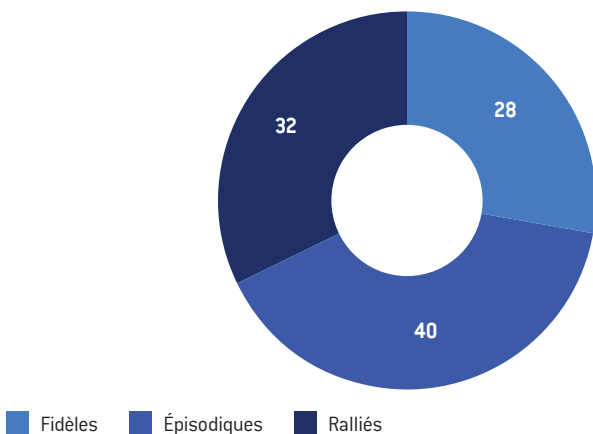
Graphique 2 : Les électeurs de l'échantillon et le vote en faveur du RN (en %)



Source : CEVIPOF, *L'Enquête électorale française* (vagues d'avril 2017, d'avril 2022 et de juin 2024), [en ligne].

À partir d'un noyau de fidèles qui représentent 28 % de l'électorat du RN, ce dernier agrège 40 % d'électeurs épisodiques dont la mobilisation n'est pas régulière et attire, en 2024, 32 % d'électeurs « raliés » qui le font accéder au statut de « parti dominant » rassemblant environ un électeur français sur trois (voir Graphique 3).

Graphique 3 : La composition des électeurs du RN (en %)



Source : CEVIPOF, *L'Enquête électorale française* (vagues d'avril 2017, d'avril 2022 et de juin 2024), [en ligne].

La base des « fidèles » et des « raliés » constitue en 2024 environ 20 % (19,7 %) de l'électorat global pris en compte. Mais c'est un électeur français sur trois (33 %) qui a utilisé au moins une fois – et souvent

beaucoup plus – le vote RN dans la période 2017-2024 (épisodiques + ralliés + fidèles)⁹. Il est frappant de constater que cela correspond peu ou prou au niveau moyen, évalué pour le RN en 2026, dans la perspective d'une élection présidentielle ou d'élections législatives anticipées.

Dans le sondage d'intentions de vote pour l'élection présidentielle, réalisé par Toluna Harris Interactive le jour même du second tour des élections municipales (22 mars), le candidat du RN – en l'occurrence Jordan Bardella – est crédité de 34 à 35 % des intentions.¹⁰ Tel était déjà le cas, quelques semaines plus tôt, dans le sondage IFOP publié le 5 mars 2026 pour *Le Figaro* et Sud Radio, où la progression du RN semblait même continuer puisque son candidat était crédité, en fonction des diverses configurations de candidatures, de 36 à 37 % d'intentions de vote pour Jordan Bardella et de 34 à 35 % pour Marine Le Pen¹¹.

Ainsi, avec les trois populations que nous avons distinguées (fidèles, épisodiques et ralliés), nous prenons en compte la diversité des flux qui constituent l'électorat du RN à l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2027.

II. LE PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DES QUATRE POPULATIONS [Voir Tableau 2, en annexe]

La population des électeurs « hostiles » à tout vote RN est davantage féminine (57 % contre 56 % de l'ensemble de l'échantillon), plutôt âgée (53 % de 65 ans et plus contre 52 %), habitant les grandes villes et villes moyennes (55 % vivent dans des communes de 50 000 habitants et plus contre 53 %), avec un haut niveau d'études (61 % ont un diplôme du supérieur contre 56 %), de milieu aisé ou de classes moyennes (31 % sont des cadres supérieurs contre 26 %, 34 % sont des professions intermédiaires contre 32 %), et déclarant à 62 % (contre 55 %) « s'en tirer relativement plutôt bien avec les revenus du ménage ». Une France bien intégrée, vivant en milieu urbain et plutôt favorisée économiquement et culturellement reste tout à fait rétive à la séduction électorale du RN.

9. Ce niveau de 33 % est très proche du niveau de 33,2 % de suffrages exprimés atteint par l'ensemble des candidats du RN et de l'UDR au premier tour des dernières élections législatives de juin 2024.

10. Sondage Toluna Harris Interactive, *op.cit.*

11. Sondage IFOP-Fiducial, « Les intentions de vote dans la perspective de la prochaine élection présidentielle », pour Sud Radio et *le Figaro*, mars 2026 [en ligne].

La population des électeurs « épisodiques » est très féminine (59 %), plutôt dans la force de l'âge (43 % ont entre 45 et 64 ans contre 40 % de l'ensemble de l'échantillon), ayant un niveau d'études en dessous de la moyenne (58 % n'ont pas de diplôme, ont un CAP-BEP ou le baccalauréat contre 44 %), plutôt de milieux sociaux modestes (45 % sont des employés et des ouvriers contre 33 %), et déclarant à 59 % (contre 45 %) qu'ils s'en « tirent difficilement avec les revenus de leur foyer ». Le vote RN intermittent se développe chez des électrices peu diplômées, souvent modestes et représentatives d'une France en difficulté. Ces électeurs sont davantage représentés en Île-de-France, Occitanie et Bourgogne-Franche-Comté. Sur nombre de critères démographiques (tranches d'âge mais pas celui du sexe) et sociaux (origine socio-professionnelle, niveau d'études, perception des conditions de vie), ces électeurs « épisodiques » sont proches des électeurs « fidèles ». Ils expriment les demandes et les inquiétudes d'une France populaire, dans la maturité de l'âge mais relativement démunie en termes culturels et sociaux. Cette France peut avoir l'impression de ne pas recevoir le respect qu'elle mérite : 67 % des électeurs « épisodiques » partagent ce sentiment comme les fidèles (81 %). En cela, ils sont très différents de l'ensemble des électeurs de l'échantillon (56 %) et développent, à leur manière, un fort sentiment d'exclusion et de marginalisation.

La population des « fidèles » connaît, elle, un poids des hommes (47 % plus important que celui enregistré dans l'ensemble de l'échantillon (44 %) et chez les électeurs « épisodiques » du RN (41 %), leur âge est proche de la structure d'âge de la population française (avec, cependant, une sensible sous-représentation chez les personnes âgées de 65 ans et plus : 47 % contre 52 %). Leur niveau de diplôme est faible (34 % n'ont pas de diplôme ou ont le CAP-BEP contre 22 % de l'ensemble de l'échantillon, 30 % ont le niveau baccalauréat contre 22 %). La surreprésentation des couches populaires (ouvriers et employés) y est très sensible (54 % contre 33 %) et une très forte majorité (63 % contre 45 %) déclare « ne pas s'en sortir facilement avec les revenus du foyer ». Ils sont surreprésentés dans les régions du Grand Est, de Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que dans les Hauts-de-France. C'est cette France profondément populaire et en difficulté qui s'est arrimée solidement, au fil des années, au RN et en fait aujourd'hui la première force politique du pays. C'est à ce socle stable et pérenne que vient s'agréger, de temps à autre, la clientèle des électeurs « épisodiques » qui permet au RN d'atteindre le niveau de 21 à 23 % des suffrages qui a été le sien lors du premier tour des élections présidentielles de 2017 et 2022. Mais comme on va le constater ci-après c'est tout à fait récemment que le RN est passé de 21-23 % des suffrages exprimés à celui de 31-33 %¹².

12. 31,4 % aux élections européennes des 8 et 9 juin 2024 et 33,2 % aux élections législatives, organisées après la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée le 9 juin au soir par le président de la République, dont le premier tour s'est tenu les 29 et 30 juin 2024.

Cette hausse extrêmement vive est due au phénomène de ralliement au RN d'électeurs qui auparavant n'avaient jamais voté pour lui.

La population des électeurs « raliés » reste majoritairement féminine (52 %) mais sensiblement derrière la moyenne de l'échantillon (56 %), âgée (56 % ont 65 ans ou plus contre 52 % de l'ensemble de l'échantillon), avec un niveau de diplôme plus élevé (57 % ont un diplôme du supérieur contre 56 % de l'ensemble de l'échantillon), et fortement représentée dans les classes moyennes (34 % sont de professions intermédiaires contre 32 %, et 32 % sont des employés contre 27 %), n'ayant pas de caractéristique particulière en ce qui concerne la dimension des communes d'appartenance si ce n'est une représentation sensible de l'électorat habitant dans les communes rurales (26 % contre 22 %) ainsi qu'une surreprésentation en Aquitaine et en Occitanie.

Cette population d'électeurs raliés au RN est sensiblement différente des populations de « fidèles » et « épisodiques ». En cela, elle apporte un « sang neuf » à l'électorat du RN en l'émancipant partiellement de la condition sociale populaire et relativement déclassée qui est sa « marque ». Au travers de cet apport décisif d'électeurs « raliés », on assiste à l'arrivée importante de couches longtemps réticentes à l'influence frontiste : des personnes âgées de plus de 65 ans (56 % chez les « raliés » contre 47 % chez les « fidèles » et les « épisodiques »), des électeurs diplômés (57 % ont un diplôme supérieur contre 36 % chez les « fidèles » et 42 % chez les « épisodiques »), des cols blancs (56 % sont des cadres moyens, voire supérieurs contre 38 % chez les « fidèles » et 43 % chez les « épisodiques »). Cette population de « raliés », au profil socio-démographique sensiblement différent des électeurs habituels du RN, partage cependant certaines inquiétudes communes avec celles et ceux qu'elle rejoint. Tout comme les électeurs « fidèles » et « épisodiques », elle a le sentiment très majoritaire d'être particulièrement touchée par des conditions de vie difficiles (56 % des « raliés » en cela proches des 63 % des « fidèles » et 59 % des « épisodiques », mais contre seulement 45 % de l'ensemble de l'échantillon). Le sentiment du déclin social peut toucher de manière sensible les couches moyennes salariées et même certaines couches dites supérieures. C'est là que se joue l'extension politique et électorale du RN et sa vocation à devenir solidement majoritaire. Jusqu'à une date récente, les personnes âgées, les cols blancs et les personnes dotées de diplômes de l'enseignement supérieur étaient autant de pôles de résistance forte à la pénétration électorale du RN. En juin 2024, ces digues, qui contenaient encore la poussée du RN, ont cédé.

Le désordre politique, installé depuis 2022 et encore renforcé par la dissolution malheureuse de juin 2024, a contribué à exaspérer ces couches sociales qui, jusqu'alors, ressentait avec moins de vigueur la crise de la représentation politique. On connaît la capacité du RN à politiser – mieux que d'autres – le rejet de la politique. De 2022 à 2024, le RN a su récupérer à son profit cette exaspération par rapport à la classe politique. D'autant plus qu'il a su adopter, dès 2022, une stratégie de « respectabilisation » à l'Assemblée nationale en ne participant pas à la stratégie de tension permanente et de désordre entretenue par La France insoumise. Cette stratégie, que certains ont appelé la « stratégie de la cravate »¹³, a pu être payante auprès de milieux sensibles à une certaine forme de « civilisation des mœurs » et à un respect des procédures et de la bienséance parlementaire. Enfin, les cadres, salariés du privé, ont de plus en plus l'impression de perdre en termes de pouvoir d'achat. Interrogés en septembre 2025 par l'institut IPSOS pour la fondation Terra Nova et l'Apec, près de trois salariés du privé sur quatre estiment que leur pouvoir d'achat a baissé ou stagné ces cinq dernières années¹⁴.

Les difficultés de vie, le sentiment d'une relative dépossession culturelle et sociale sont les vecteurs essentiels du ralliement. C'est en effet dans la population des « raliés » que le sentiment de « vivre moins bien qu'avant » (89 % contre 71 % de l'ensemble de l'échantillon) est très élevé ainsi que l'impression de « ne pas recevoir le respect que l'on mérite » (74 % contre 56 %). Chez ces nouveaux électeurs, une certaine « insécurité culturelle », un sentiment de déclin et le déficit de reconnaissance sociale sont à l'œuvre. Indépendamment de ce sentiment de marginalisation qui accompagne souvent le vote en faveur du RN, cette population de « raliés » peut être sensible à la droitisation du programme économique du RN¹⁵. Comme l'écrit Gilles Ivaldi : « L'évolution récente du RN sur l'économie confirme la nouvelle trajectoire du RN vers la droite [...]. Nos données illustrent l'impératif pour le RN de poursuivre son OPA sur l'électorat de droite – bourgeoisie, séniors, classes supérieures et milieux entrepreneuriaux – s'il veut espérer pouvoir l'emporter et former une majorité de gouvernement à l'issue de la séquence de 2027. Un glissement du centre de gravité de l'électorat RN vers la droite s'est déjà opéré à l'occasion des dernières législatives.¹⁶ » On constate le glissement de certains électeurs de droite vers le vote en faveur du RN en analysant le profil politique des électeurs « raliés » de juin 2024.

13. *La Cravate* est un film documentaire de 2020, réalisé par Mathias Théry et Étienne Chaillou qui retrace le quotidien d'un jeune militant du Front national qui tente de s'intégrer à l'appareil du parti en adoptant le port de la cravate caractéristique des hautes sphères du parti.

14. Alain Ruello, « Pouvoir d'achat : le "profond malaise" des classes moyennes », *Les Échos*, septembre 2025 [en ligne].

15. Gilles Ivaldi, *Cap sur la droite pour 2027 ? Où en est le Rassemblement national sur l'économie ?*, Note de recherche du CEVIPOF, Collection Enjeux et Forces politiques, n°1, mars 2026, 9 p.

16. Gilles Ivaldi, *idem*, p. 8.

Au-delà des profils sociaux dont on a vu qu'ils étaient contrastés selon la proximité, ou non, avec le vote en faveur du RN, quels sont les tropismes politiques et le passé électoral de ces quatre populations ?

III. LE PROFIL POLITIQUE DES QUATRE POPULATIONS

(Voir Tableau 3, en annexe)

En termes de positionnement idéologique, la population hostile au vote en faveur du RN est massivement à gauche (41 % contre 29 % de l'ensemble de l'échantillon) et au centre (7 %) mais la droite est également présente (34 %). Par exemple, lors de l'élection présidentielle de 2017, si cet ensemble d'électeurs « hostiles » au RN a beaucoup voté pour les candidats de gauche (34 % contre 27 %) et pour Emmanuel Macron (34 % contre 25 %), il n'a pas négligé le vote en faveur de François Fillon (20 %) qui y enregistrerait un niveau semblable à sa moyenne nationale. Même si la gauche est surreprésentée, elle n'a pas le monopole de l'hostilité électorale au RN, et une droite réticente au parti de Jordan Bardella perdure.

La population des électeurs « épisodiques » est en majorité à droite (65 % contre 46 %) mais la gauche et le centre n'y sont pas absents (9 %) ainsi que ceux qui refusent la coupure gauche/droite ou ne s'y retrouvent pas (26 % contre 19 %). En termes de proximité partisane, 10 % déclarent une proximité avec des partis de gauche, 7 % avec des partis du centre, 11 % avec LR, 6 % avec Debout la France, 37 % avec le RN et 23 % ne veulent pas répondre.

Le vote des « épisodiques » marque une relation plus distante avec le monde politique de la droite extrême puisqu'une majorité d'entre eux n'exprime pas une sympathie particulière pour les formations politiques de la droite extrême (RN, UDR, Reconquête!, DLF). Cette relative distance ou ce flottement politique est même sensible lors de grands choix électoraux comme le choix présidentiel. Par exemple, lors de l'élection présidentielle de 2017, ces électeurs « épisodiques » avaient souvent choisi Marine Le Pen en 2017 (54 %) mais ils s'étaient également éparpillés sur toute la palette politique (13 % pour des candidats de gauche, 8 % pour Emmanuel Macron, et 15 % pour François Fillon). Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, ils sont 48 % à choisir Marine Le Pen, 19 % à se tourner vers Éric Zemmour, 8 % à s'orienter vers un candidat de gauche, 8 % vers Emmanuel Macron, 5 % vers de petits candidats (Jean Lassalle et Nicolas Dupont-Aignan), 3 % vers Valérie Pécresse, 9 % choisissant l'abstention ou le vote blanc ou nul. Aux élections européennes

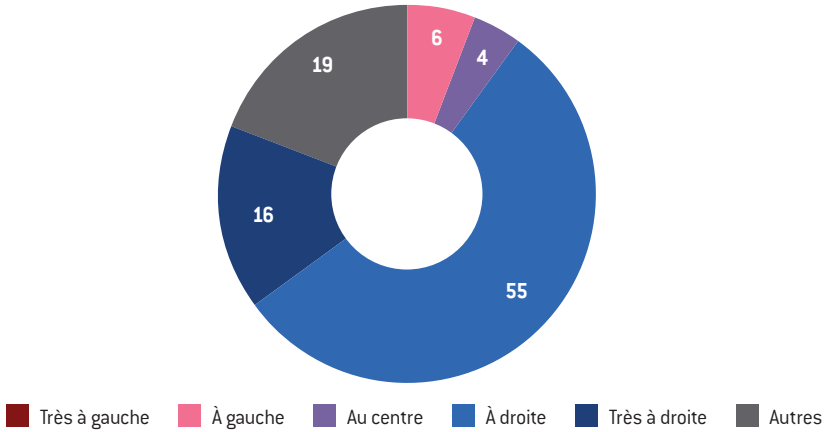
de juin 2024, ils ne sont que 40 % à avoir choisi la liste du RN ou une liste d'extrême droite et ne se sont pas beaucoup déplacés aux urnes (21,1 % d'abstention). Ce n'est qu'aux législatives de 2024 que ces électeurs « épisodiques » rejoignent massivement le RN, puisqu'on les retrouve à 77 % derrière un candidat du RN, 10 % ralliant le camp des Républicains et des Divers droite, 5 % celui des candidats d'Ensemble et des Divers centre, 4 % celui des candidats de gauche, 2 % celui de Reconquête! ou de la droite souverainiste, les 2 % restants s'éparpillant derrière des candidats divers. Le vote intermittent pour le RN a une capacité à dépasser et même à transgresser le clivage entre la gauche et la droite. En effet, 35 % de ces électeurs intermittents ne se situent pas à droite. Et si 40 % se situent à droite, 25 % seulement se situent très à droite.

Ainsi, le vote épisodique permet, lorsque la conjoncture s'y prête, d'attirer en faveur du RN des électeurs venant de la droite classique mais aussi de la « non-droite » (gauche, centre, et surtout refus du clivage gauche/droite), ce qui représente plus d'un tiers des électeurs « épisodiques ».

La population des « fidèles » est, elle, beaucoup plus clairement à droite (76 % répartis en 36 % « à droite » et 40 % « très à droite »), la gauche et le centre étant marginaux (4 %), et le non-positionnement ou le malaise par rapport au clivage princeps atteignant 20 %. Dès les élections européennes de juin 2024, les « fidèles » sont très mobilisés (9,3 % seulement d'abstention) et sont massivement derrière la liste dirigée par Jordan Bardella. Quelle que soit leur origine lointaine, ils se sont enkystés à droite et même à la droite de la droite, un espace que l'histoire et les taxinomies habituelles ont assigné au RN.

La population des « ralliés » reste bien ancrée à droite (71 %), davantage que la population des électeurs « épisodiques » (65 %). La droite classique (55 %) pèse cette fois-ci beaucoup plus que la droite extrême (16 %), la gauche et le centre captant 10 % de ces « ralliés » et le refus ou le malaise par rapport au clivage entre la gauche et la droite atteignant 19 % (voir Graphique 4). Ce positionnement idéologique à droite d'à peu près trois électeurs sur quatre accompagne une évolution de ces électeurs en termes d'orientation du vote (de la droite modérée vers la droite extrême). Cependant, leur attachement à une droite modérée reste idéologiquement sensible. Le ralliement électoral au RN ne veut pas dire que toute référence au camp d'origine a disparu. La fidélité idéologique à la famille d'origine reste une réalité et atteste la fluidité de certaines attitudes et de certains comportements entre les deux familles de droite et d'extrême droite.

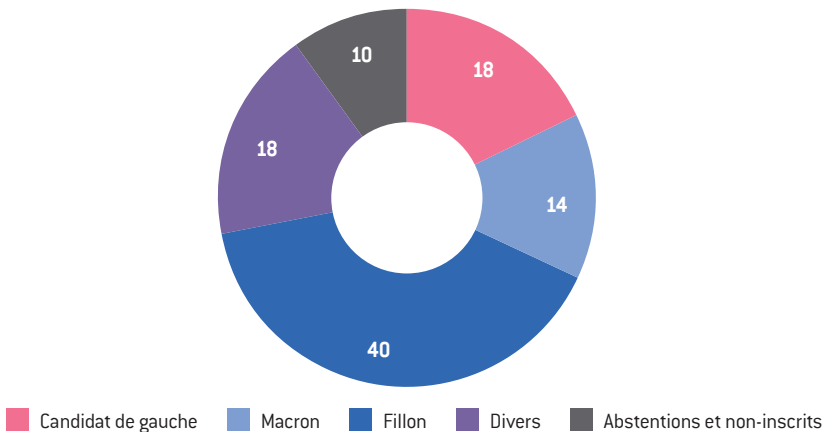
Graphique 4 : Le positionnement idéologique des « ralliés » au RN en 2024 (en %)



Source : CEVIPOF, *L'Enquête électorale française*, (vague de juin 2024), [en ligne].

En 2017, 40 % avaient voté pour François Fillon, 18 % pour de petits candidats (Nicolas Dupont-Aignan, Jean Lassalle et/ou François Asselineau) mais aussi 18 % pour un candidat de gauche, et 14 % pour Emmanuel Macron. 10 % n'ont pas participé au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 (voir Graphique 5). C'est avec les élections européennes de juin 2024 que le ralliement s'est initié : seuls 9,3 % de ces « ralliés » se sont abstenus, et plus de 77 % ont choisi un vote en faveur de la liste du RN et à un moindre degré un vote en faveur de la liste dirigée par Éric Zemmour. Les autres listes ont été assez largement ignorées (6,8 % pour la liste emmenée par François-Xavier Bellamy, 3,5 % pour les listes de gauche et du centre, 3,1 % pour les listes « divers »).

Graphique 5 : L'origine électorale en 2017 des électeurs rattachés au RN en 2024 (en %)

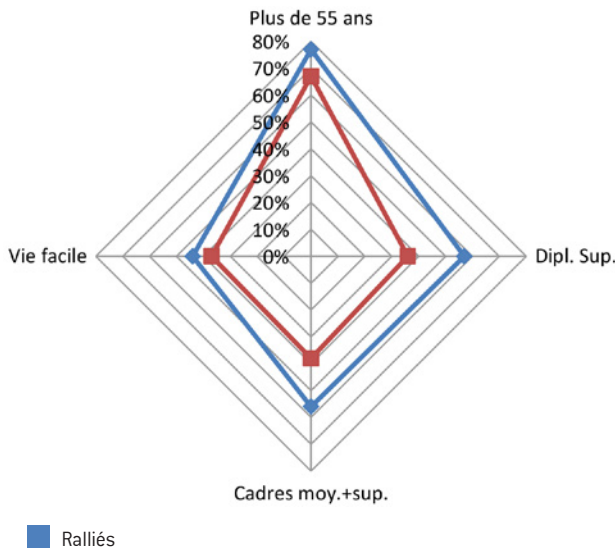


Source : *L'Enquête électorale française*, vague de Juin 2024, [en ligne].

On voit bien qu'une partie des électeurs de droite sont sous influence du vote en faveur du RN mais que le pouvoir d'attraction de celui-ci touche, dans la proportion d'un sur trois, des électeurs ayant voté à gauche, et des électeurs détachés de ce clivage princeps (vote Macron). Parmi les cent électeurs fillonistes du premier tour de 2017, 22 ont rallié le RN, parmi ceux de Jean-Luc Mélenchon ils sont 9, et parmi ceux d'Emmanuel Macron ils sont 6. Même si ce sont les plus conséquents, les échanges qui nourrissent la dynamique du RN ne sont pas seulement internes à l'univers des droites. On peut constater que le phénomène du ralliement au RN en 2024 a un écho jusque dans les anciens électorats de gauche ou macronien de 2017.

Quand on compare la population des « raliés » à celle des « fidèles », on constate que le ralliement a permis au RN de pénétrer des milieux plus âgés (77 % ont 55 ans ou plus contre 67 % de l'ensemble de l'échantillon), d'attirer des populations plus éduquées (57 % ont un diplôme du supérieur contre 36 %), de capter davantage de couches moyennes et supérieures (56 % proviennent des professions intermédiaires et supérieures contre 38 %) (voir Graphique 6).

Graphique 6 : L'extension démographique et sociale des « raliés » par rapport aux « fidèles »

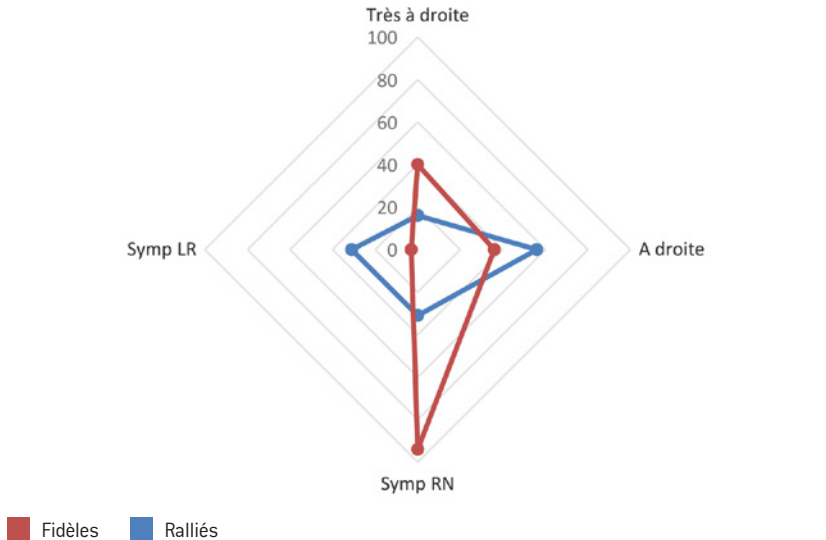


Lecture : 77 % des « raliés » ont plus de 55 ans contre 67 % des « fidèles »

Source : *L'Enquête électorale française* (vagues d'avril 2017, d'avril 2022 et de juin 2024), [en ligne].

L'extension que permet le ralliement d'électeurs nouveaux n'est pas seulement démographique et sociale, elle est aussi politique. L'adhésion permet de renforcer le niveau de politisation des électeurs (84 % déclarent un fort intérêt pour la politique contre 72 %) ¹⁷. Le ralliement autorise une extension politique significative vers des milieux éloignés de la galaxie lepéniste : 32 % des « raliés » avaient voté pour les candidats de gauche et pour Emmanuel Macron en 2017, 40 % pour François Fillon, 18 % pour de petits candidats et 10 % s'étaient abstenus ou n'étaient pas inscrits (voir Tableau 3, en annexe). Les « raliés » se situent beaucoup plus à droite (droite classique) que les « fidèles » mais ils sont beaucoup plus éloignés de l'extrême droite que ces derniers. Ils sont nettement moins proches du RN et davantage sympathisants de LR (voir Graphique 7). Tout en se ralliant au vote RN, ils ont tendance à garder leur ancien tropisme partisan favorable à LR. Enfin, si 88 % des « fidèles » sont persuadés que « le RN ferait mieux que le gouvernement actuel » (12 % « ni mieux ni moins bien »), la foi est moins prononcée chez les « raliés » où 72 % jugent que « le RN ferait mieux », 2 % « moins bien » et 26 % « ni mieux ni moins bien ».

Graphique 7 : L'extension politique des « raliés » par rapport aux « fidèles »



Lecture : 16 % des « raliés » se situent « très à droite » contre 40 % des « fidèles ». 31 % des « raliés » se sentent proches de LR contre 3 % des « fidèles ». 94 % des « fidèles » se disent proches du RN contre 31 % des « raliés ». 56 % des « raliés » se situent « à droite » contre 36 % des « fidèles ».

Source : *L'Enquête électorale française* (vagues d'avril 2017, d'avril 2022 et de juin 2024), [en ligne].

17. Le niveau de politisation très élevé (80 %) dans l'échantillon des 2 444 électeurs présents dans les trois vagues d'avril 2017, avril 2022 et juin 2024, est dû au fait que ces trois vagues ont été effectuées au plus près des élections et donc dans une période d'intense politisation mais aussi que ces électeurs, fidélisés dans un panel sur une période de sept ans, sont plus intéressés par la chose politique que la moyenne de l'électorat.

Le ralliement d'électeurs au RN lors du premier tour des élections législatives de 2024 a permis, au-delà de l'accroissement de la performance électorale du parti de Jordan Bardella et de Marine Le Pen, une véritable extension de sa surface sociale et politique, qui le positionne en véritable premier électorat de France et donc en « parti dominant ». Tout comme les formations gaullistes et leurs associés rassemblaient plus du tiers de l'électorat dans les années 1960 (38,9 % au premier tour des législatives de 1962, 37,6 % lors des législatives de 1967) et le PS et ses alliés environ un électeur sur trois dans les années 1980 (32,5 % aux législatives de 1986, 37,6 % à celles de 1988), le Rassemblement national et son allié UDR attirent 33,2 % des suffrages exprimés et se hissent donc, pour la première fois, au niveau d'un véritable « parti dominant ». Rappelons qu'aux élections législatives de 2022, le RN captait seulement 18,7 % des suffrages et était alors devancé à la fois par la coalition du bloc central (25,7 %) et par le regroupement des gauches (NUPES : 25,6 %). À l'issue des législatives de 2024, la situation est tout autre : les candidats du RN et de l'UDR avec 33,2 % des suffrages devancent nettement les candidats du Nouveau Front populaire (28,8 %) et ceux d'Ensemble (21,8 %). En connaissant une croissance très vive (+ 14,5 points en deux ans), le RN – comme « nouveau parti dominant » – s'est profondément diversifié d'un point de vue socio-démographique mais aussi politique.

La thèse du politologue allemand Otto Kirchheimer sur le « parti attrape-tout » (*catch-all party*) avait montré comment, dans les années 1950 et 1960, toute une série de partis conservateurs et sociaux-démocrates, à vocation gouvernementale, avaient élargi et diversifié profondément leurs électorats¹⁸. Pour lui, ce phénomène s'accompagnait d'une relative dépolitisation, d'une professionnalisation des élites partisans et d'une dépoliarisation idéologique. Aujourd'hui, l'évolution du RN vers un statut de « *catch-all party* » ne semble pas s'accompagner de tels phénomènes. Tout au contraire, le nouvel électorat du RN n'est pas marqué par une dépolitisation et une dépoliarisation idéologique, même si elle reste moins forte chez les « ralliés » que chez les « fidèles ». Quant à la professionnalisation de l'appareil du RN, elle semble rester modeste. On en voit la trace dans les 28 % d'électeurs ralliés au RN en 2024 qui ne considèrent pas que ce parti ferait mieux que les autres une fois au pouvoir.

18. Otto Kirchheimer, "The Transformation of European Party System", Paper prepared for the Conference on Political Parties and Political Development, Villa Falcioni, Frascati, Italy, janvier 1964, *Kirchheimer Papers*, University of Albany.

À l'ère des populismes triomphants, le « *catch-all party* » fonctionne différemment que lors de la période plus apaisée des Trente Glorieuses (1945-1973). Aujourd'hui, la dynamique pluraliste qui nourrit le RN amène à lui des électeurs politisés, animés par un rejet du système politique et désireux d'en changer. L'extension électorale vers des couches plus âgées, plus éduquées et plus « cols blancs » ne veut pas dire apaisement, dépoliarisation et dépolitisation mais plutôt diffusion de la colère et du rejet de la politique officielle vers des milieux qui, il y a encore peu, y échappaient. Interrogés, en février 2025, dans la 16^e vague du baromètre de la confiance politique, sur les sentiments qu'ils ressentent en ce qui concerne la situation politique actuelle, 80 % des électeurs éprouvent de l'inquiétude, 68 % de la colère, 67 % de la confusion et 21 % seulement de l'espoir¹⁹. Cette diffusion de la colère politique dont bénéficie le RN lui a permis de toucher de nouvelles générations (plus âgées), de nouveaux milieux sociaux (plus aisés et dotés en diplômés), mais aussi des électeurs d'une droite restée, jusqu'au début des années 2020, fidèle à LR et ses alliés, et, également, de manière significative, des citoyens venus d'horizons plus lointains (de gauche, macronistes, qui s'abstenaient...). Tout comme il y a parfois, dans le domaine économique, un « abus de position dominante » touchant une entreprise puissante faussant les règles de la concurrence, un parti devenu dominant peut capitaliser, à partir de sa position, des gains auprès de groupes auparavant éloignés de lui mais attirés par sa capacité à perturber le jeu politique, en particulier parce que le RN monopolise de plus en plus à son seul profit la fonction d'opposition et d'alternative, en dépit de son origine de parti extrême situé aux franges du système politique²⁰. À certains égards, le ralliement électoral de l'été 2024 marque la sortie du relatif enclavement politique dans lequel l'héritière du FN, Marine Le Pen, semblait être encore enfermée. Son extension démographique, sociale et politique l'a fait entrer dans un nouveau cycle : celui de sa transformation en véritable « parti dominant » de la seconde moitié de la décennie 2020-2030.

19. *En quoi les Français ont-ils confiance aujourd'hui ?* Le Baromètre de la confiance politique, vague 16, réalisé par Opinionway pour Sciences Po CEVIPOF, février 2025 [en ligne].

20. Dans un sondage Elabe, *Le regard des Français sur la politique et les oppositions*, publié le 3 septembre 2025, c'est le RN qui, aux yeux des électeurs, incarne le mieux l'opposition au pouvoir pour 33 % des personnes interrogées, LFI pour 13 %, le PS pour 6 %, LR pour 4 %, les écologistes pour 3 %, Reconquête! pour 2 %, le PCF pour 1 % et aucun pour 37 % [en ligne].

ANNEXES

Tableaux 2 et 3 sur les profils des quatre électorats au regard du RN

Tableau 2 : Profil démographique et social des quatre sous-populations

| | Hostiles (100) | Épisodiques (100) | Fidèles (100) | Ralliés (100) | Total (100) |
|--|-------------------|----------------------|------------------|------------------|----------------|
| Sexe | | | | | |
| Hommes | 43 | 41 | 47 | 48 | 44 |
| Femmes | 57 | 59 | 53 | 52 | 56 |
| Âge | | | | | |
| 25-34 ans | 1 | 1 | 2 | - | 1 |
| 35-44 ans | 7 | 9 | 10 | 7 | 8 |
| 45-54 ans | 19 | 20 | 21 | 16 | 19 |
| 55-64 ans | 20 | 23 | 20 | 21 | 21 |
| 65 ans et + | 53 | 47 | 47 | 56 | 52 |
| Diplôme | | | | | |
| Aucun diplôme, CAP, BEP | 18 | 31 | 34 | 24 | 22 |
| Bac | 21 | 27 | 30 | 20 | 22 |
| Supérieur | 61 | 42 | 36 | 57 | 56 |
| Habitat | | | | | |
| Rural | 21 | 21 | 29 | 26 | 22 |
| 2000-9999 hab. | 12 | 13 | 12 | 13 | 13 |
| 10000-49999 hab. | 12 | 13 | 13 | 13 | 12 |
| 50000-199999 hab. | 14 | 14 | 12 | 15 | 14 |
| 200000 hab. et + | 41 | 38 | 34 | 33 | 39 |
| Cat. Socio-pro. | | | | | |
| Indépendants | 4 | 4 | 3 | 3 | 4 |
| Cadres sup. | 31 | 17 | 11 | 22 | 26 |
| Prof. Interm. | 34 | 26 | 27 | 34 | 32 |
| Employés | 23 | 36 | 37 | 32 | 27 |
| Ouvriers | 4 | 9 | 17 | 6 | 6 |
| Inactifs | 4 | 8 | 5 | 3 | 5 |
| Conditions vie | | | | | |
| S'en sort difficilement | 38 | 59 | 63 | 56 | 45 |
| S'en sort facilement | 62 | 41 | 37 | 44 | 55 |
| Dégradation des conditions de vie | | | | | |
| De moins en moins bonnes | 63 | 86 | 87 | 89 | 71 |
| Respect | | | | | |
| Ne reçoit pas le respect qu'il mérite | 47 | 67 | 81 | 74 | 56 |

Source : *L'Enquête électorale française* (vagues d'avril 2017, d'avril 2022 et de juin 2024), [en ligne].

Tableau 3 : Profil politique des quatre sous-populations

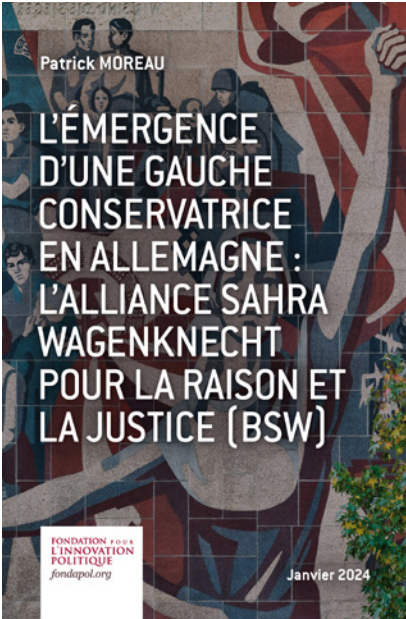
| | Hostiles (100) | Épisodiques (100) | Fidèles (100) | Ralliés (100) | Total (100) |
|---|-------------------|----------------------|------------------|------------------|----------------|
| Intérêt politique | | | | | |
| + | 81 | 80 | 72 | 84 | 80 |
| - | 19 | 20 | 28 | 16 | 20 |
| Autopositionnement Gauche-droite | | | | | |
| Gauche | 41 | 6 | 2 | 6 | 29 |
| Centre | 7 | 3 | 2 | 4 | 6 |
| Droite | 34 | 65 | 76 | 71 | 46 |
| Ni ni, et et, nsp | 19 | 26 | 20 | 19 | 19 |
| Vote 2017 1er tour | | | | | |
| Cand. Gauche | 34 | 13 | - | 18 | 27 |
| Macron | 34 | 8 | - | 14 | 25 |
| Fillon | 20 | 15 | - | 40 | 20 |
| Le Pen | - | 54 | 100 | - | 16 |
| Autres | 5 | 5 | - | 18 | 5 |
| Abst. Bl. Nuls. | 7 | 5 | - | 10 | 7 |
| Vote Lég. 2024 1er tour | | | | | |
| Cand. Gauche | 40 | 4 | - | - | 26 |
| Ensemble + divers centre | 40 | 5 | - | - | 27 |
| LR+ div. droite | 16 | 10 | - | - | 11 |
| RN+ UDR | - | 77 | 100 | 100 | 32 |
| Reconquête! | 2 | 2 | - | - | 1 |
| Autres | 2 | 2 | - | - | 2 |
| Le RN ferait-il mieux ? | | | | | |
| Mieux | 5 | 37 | 88 | 72 | 27 |
| Moins bien | 74 | 25 | - | 2 | 51 |
| Ni mieux ni moins bien | 21 | 38 | 12 | 26 | 22 |

Source : L'Enquête électorale française (vagues d'avril 2017, d'avril 2022 et de juin 2024), [en ligne].

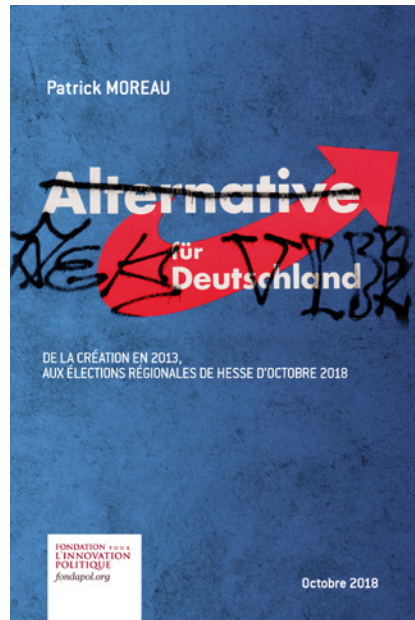




D'un parti de protestation à un parti dominant. La dynamique électorale du Rassemblement national (2017-2026)













NOS PUBLICATIONS

L'impasse de la « taxe Zucman » : pour une réforme fiscale équitable et efficace

Victor Fouquet, juin 2026, 35 pages

Justice fiscale : comment nous avons trahi 1789

Victor Fouquet, juin 2026, 36 pages

Les faux-semblants de la proportionnelle

Christian Bidégaray, juin 2026, 35 pages

Un Orient compliqué. Des clés pour mieux comprendre

Fondation pour la Mémoire de la Shoah, Fondation pour l'innovation politique et Fondation Jean-Jaurès, Plon, 2026, 217 pages

Reform UK dans l'ère post-Brexit : populisme, guerres culturelles et nouvelle droite

Jules Lemaire, mai 2026, 43 pages

Ce que l'Ontario nous apprend sur la pratique de l'« aide médicale à mourir » et l'urgence de sa refonte

Trudo Lemmens, mai 2026, 27 pages

Les robots humanoïdes : la prochaine révolution technologique ?

Guillaume Moukala Same, mai 2026, 50 pages

Les gauches antisémites (3) L'irrésistible convergence d'antisémitismes pluriels, 43 pages,

(4) Le basculement antisémite des extrêmes gauches et ses conséquences, 64 pages,
Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné, mars 2026

La guerre par la norme. La régulation, arme économique stratégique

Erwan Le Noan, mars 2026, 37 pages

Accompagner ou provoquer la mort ?

Les enjeux d'une légalisation de l'euthanasie et du suicide assisté

Dominique Reynié (dir.), Les Editions de l'Observatoire, 2026, 450 pages

Enjeux juridiques d'une légalisation d'un « droit à l'aide à mourir »

Aline Cheynet de Beaupré, Laurent Frémont et Didier Guérin, février 2026, 30 pages

Les Français n'approuvent pas la proposition de loi visant à légaliser l'euthanasie et le suicide assisté

Dominique Reynié, janvier 2026, 88 pages

Contre la bureaucratie, la compétence du peuple

Robin Rivaton, décembre 2025, 38 pages

Vers un système de retraite mixte répartition - capitalisation

quelques modalités concrètes de transition

Bertrand Martinot, Renan Muret et Philippe Gravier, novembre 2025, 42 pages

Sahara occidental : la théorie de l'infraction marocaine en question

Dominique Bocquet avec Sâ Benjamin Traoré, novembre 2025, 69 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La psychiatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Dr Françoise Chastang et Dr Cécile Omnès, octobre 2025, 30 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

Le handicap face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Agathe Barrois et Aline Cheynet de Beaupré, octobre 2025, 32 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La gériatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Pr Claude Jeandel et Dr Jean-Marie Gomas, octobre 2025, 36 pages

Le parlement enquête, le droit vacille

Pour une clarification du cadre juridique des commissions parlementaires

Jean-Jacques Urvoas, octobre 2025, 38 pages

Intelligence artificielle. Enjeux économiques et financiers d'une percée technologique

Françoise Drumetz et Christian Pfister, septembre 2025, 52 pages

La sécurité de la Pologne au XXI^e siècle : défis, stratégies et perspectives

Kinga Torbicka, septembre 2025, 45 pages

Contre l'écologisme réglementaire, bureaucratique et décroissant, l'aspiration à une écologie positive

Dominique Reynié, août 2025, 13 pages

Iran : une société sécularisée, diverse et dissidente

Pooyan Tamimi Arab et Ammar Maleki, juillet 2025, 38 pages

Le défi de la natalité. Une enquête d'opinion franco-italienne

Fondapol et Fondazione Magna Carta, juin 2025, 38 pages

L'immigration afghane en France. Un événement de grande ampleur

Didier Leschi, juin 2025, 35 pages

Combattre l'islamisme sur le terrain. Témoignage d'un préfet de la République

Alexandre Brugère, mai 2025, 29 pages

Les gauches antisémites (1) La détermination totalitaire, 39 pages,

(2) De Proudhon à la révolution bolchevique, 39 pages,

Bernard Bruneteau et Stéphane Courtois, juin 2025

Le mythe de la France raciste, (1) Le racialisme, histoire d'un échec, 39 pages,

(2) De l'échec du racialisme à la naissance du mythe, 41 pages, Vincent Tourmier, avril 2025

Le détournement populiste du courant libertarien, (1) Des origines de l'anarcho-capitalisme

au populisme de droite, (2) Le populisme paléo-libertarien de Javier Milei, 53 pages,

Jérôme Perrier, avril 2025

L'IA au service de la sécurité

Benoît Fayet, Bruno Maillot et Mathieu Zagrodzki, mars 2025, 29 pages

Retraites : optimiser les dépenses, introduire une part de capitalisation

Bertrand Martinot, mars 2025, 38 pages

Contribution à la mission flash de clarification du financement des retraites

Jean-Pascal Beaufret, février 2025, 53 pages

Union européenne : l'étouffoir de l'écologisme bureaucratique

Emmanuel Bloch, février 2025, 37 pages

Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie

Yves-Marie Doublet et Pascale Favre, janvier 2025, 28 pages

Pourquoi donner

Claire-Marie Morinière avec Wakil Belhaddad et Claude Birman, janvier 2025, 41 pages

L'histoire des think tanks

Simon Amat, janvier 2025, 33 pages

Équilibres et mérites de la loi qui encadre la liberté d'expression en France

Basile Ader, janvier 2025, 26 pages

Jeux vidéo : violence et addiction ?

Loïse Lyonnet et Michaël Stora, décembre 2024, 33 pages

L'utérus artificiel et la reproduction humaine

Élisabeth de Castex, décembre 2024, 42 pages

Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité

Gérard-François Dumont, décembre 2024, 41 pages

L'industrie automobile européenne en 2035

Marc Alochet et Jean-Pierre Corniou, décembre 2024, 46 pages

Fondapol. Des Idées pour la Cité. L'aventure d'un think tank

Sous la direction de Dominique Reynié, éditions du Cerf, novembre 2024, 304 pages

L'inévitable conflit entre islamisme et progressisme aux États-Unis

Martha Lee, novembre 2024, 45 pages

Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France

Guillaume Bazot, novembre 2024, 58 pages

La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites ?

Bertrand Martinot, novembre 2024, 46 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, octobre 2024, 39 pages

L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024

AJC Paris et Fondapol, octobre 2024, 48 pages

Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024

Fondapol, octobre 2024, 92 pages

Législatives 2024 : le grand désarroi des Français

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

Les Européens abandonnés au populisme

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

Frattelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :**l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)**

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride

Loise Lyonnet et Pierre Poinignon, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique, (1) Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975, 44 pages, (2) Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ? Jean-Paul Bouttes, mars 2023

Immigration : comment font les États européens

Fondapol, mars 2023, 46 pages

La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle

Fondapol, janvier 2023, 57 pages

Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique, (1) État des lieux et perspectives à court-moyen terme, 47 pages, (2) Les questions à long terme, 34 pages, Christian Pfister, juillet 2022

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale, (1) Déchet et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels, 49 pages, (2) Les solutions pour maîtriser le risque effectif, 42 pages, (3) L'enjeu des générations futures, 41 pages, (4) La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie, 49 pages, Jean-Paul Bouttes, janvier 2022

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondapol, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinrich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondapol, novembre 2021, 82 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondapol et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.**Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondapol, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke, (1) Anatomie du wokisme, 34 pages, (2) Face au wokisme, 32 pages,

Pierre Valentin, juillet 2021

Protestation électorale en 2021 ?**Données issues du 1^{er} tour des élections régionales**

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élixa Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandembroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondapol, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et Fondapol, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économique américain et chinois, (1) Politique de concurrence et industrie européenne, 36 pages, (2) Les pratiques anticoncurrentielles étrangères, 40 pages, (3) Défendre l'économie européenne par la politique commerciale, 52 pages,
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondapol, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'Afd aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo, (1) l'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement, 44 pages,

(2) l'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement, 40 pages, Nelly Garnier, juillet 2019

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,

volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique, (1) Un siècle de transformations, 32 pages,

(2) Vers le réenchantement, 34 pages, Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondapol, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe, (1) Les fondations, des origines aux XIX^e siècle, 28 pages,

(2) Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours, 31 pages, Jean-François Colosimo, décembre 2018

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne, (1) Récuser le déni, 30 pages, Comprendre le retour de l'institution religieuse, 30 pages, Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle,

Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique, (1) Magnats de la finance, 56 pages, (2) Un frein à l'innovation ?, 77 pages, Paul-Adrien Hyppolite, et Antoine Michon, novembre 2018

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondapol, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et Fondapol, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration, (1) Fin de l'homogénéité, 35 pages, (2) Fin du consensus ?, 33 pages, Tino Sanandaji, septembre 2018

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondapol, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

L'élan de la francophonie, (1) Une communauté de langue et de destin, 28 pages,

(2) Pour une ambition française, 28 pages, Benjamin Boutin, mars 2018

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faÿçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faÿçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :**l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais, miroir français de la crise migratoire européenne, (1), 38 pages, (2), 52 pages,

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Le nouveau monde de l'automobile, (1) L'impasse du moteur à explosion, 34 pages, (2) Les promesses de la mobilité électrique, 48 pages, Jean-Pierre Corniou, octobre 2016

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwere, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes, (1) Un nouvel anticapitalisme, 29 pages, (2) La tentation de la violence, 29 pages, Eddy Fougier, avril 2016

Régionales, (1) Vote FN et attentats, 45 pages, (2) Les partis, contesté mais pas concurrencés, 39 pages, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Good COP21, Bad COP21, (1) Le Kant européen et le Machiavel chinois, 34 pages,**(2) Une réflexion à contre-courant, 35 pages, Albert Bressand, octobre 2015****PME : nouveaux modes de financement**

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme !, (1) Les conditions d'une mobilité conviviale, 27 pages,**(2) Pourquoi il faut défendre la route, 32 pages, Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015****Crise de la conscience arabo-musulmane**

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015, (1) Le contexte, 30 pages, (2) Le premier tour, 43 pages,**(3) Le second tour, 41 pages, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015****Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »**

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014, (1) La gauche en miettes, 30 pages,

(2) Poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton, 44 pages, Jérôme Fourquet, octobre 2014

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant, (1) Renforcer les think tanks, 43 pages,

(2) Diversifier la haute administration, 35 pages, Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

- La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique**
Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages
- Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs**
Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages
- La démobilité : travailler, vivre autrement**
Julien Damon, juin 2013, 35 pages
- Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie**
Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages
- Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France**
Les Arvernes, Fondapol, avril 2013, 12 pages
- Les classes moyennes dans les pays émergents**
Julien Damon, avril 2013, 26 pages
- Relancer notre industrie par les robots, (1) Les enjeux, 40 pages, (2) Les stratégies, 30 pages,**
Robin Rivaton, décembre 2012
- La compétitivité passe aussi par la fiscalité**
Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages
- Une autre politique monétaire pour résoudre la crise**
Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages
- La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?**
Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages
- Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...**
Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages
- Youth and Sustainable Development**
Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages
- La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité**
Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages
- Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure**
Julien Damon, mai 2012, 30 pages
- Libérer le financement de l'économie**
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages
- L'épargne au service du logement social**
Julie Merle, avril 2012, 32 pages
- Valeurs partagées**
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages
- Les droites en Europe**
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages
- L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité**
Tanneguy Larzul, janvier 2012, 27 pages
- Politique énergétique française, (1) Les enjeux, 36 pages, (2) Les stratégies, 31 pages,**
Rémy Prud'homme, janvier 2012
- Révolution des valeurs et mondialisation**
Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages
- Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?**
Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages
- La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser**
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages
- L'hospitalité : une éthique du soin**
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages
- 12 idées pour 2012**
Fondapol, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoï, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands

sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Depuis 2011, La Fondapol publie chaque année son ouvrage *Innovation politique*.

Depuis 2009, la Fondapol publie chaque année son ouvrage *L'opinion européenne*.

Entre octobre 2019 et octobre 2020, la Fondapol a publié 5 vagues de l'œuvre

Le risque populiste en France rédigée par Dominique Reynié (dir.).

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

Le débat public a besoin de la Fondapol et la Fondapol a besoin de vous!

Pour préserver son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondapol, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % du montant des dons versés imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 *bis* du CGI).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre contribution aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % du montant des dons versés, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ;

Au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % du montant des dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 _ anne.flambert@fondapol.org

Je soutiens la Fondapol

voici ma contribution de :

- 100 € 500 € 1000 € 5000 €
 10000 € 50000 € Autre montant : _____ €

Je choisis de faire un don :

- À titre personnel
 Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

- Par chèque, à l'ordre de
la **Fondation pour l'innovation politique**
 Par virement bancaire daté du : _____
au profit du compte
Fondation pour l'innovation politique
à la Caisse des dépôts et consignations : _____

IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation
politique
11, rue de
Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



D'UN PARTI DE PROTESTATION À UN PARTI DOMINANT LA DYNAMIQUE ÉLECTORALE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL (2017-2026)

Par Pascal PERRINEAU

Depuis la passation de pouvoir, en 2011, entre Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen, celle-ci a engagé un processus impressionnant de dynamique électorale : 17,9 % des suffrages exprimés en 2012, 33,4 % en 2024. Dans la perspective de la prochaine présidentielle de 2027, les sondages d'intentions de vote laissent envisager une avance confortable pour le candidat du RN, crédité de 33 à 35 % d'intentions, largement en tête dans l'hypothèse du premier tour. Cette envolée du vote en faveur du RN sur une dizaine d'années nous a amenés à utiliser les données accumulées depuis 2015 dans le cadre de *l'Enquête électorale française*, enquête par panel auprès de plus de 10 000 personnes. A partir d'un échantillon de 2 444 électeurs ayant voté à la fois en 2017, 2022 et 2024, nous avons pu distinguer quatre sous-populations d'électeurs hostiles au vote RN, d'électeurs fidèles à ce vote, d'électeurs épisodiques et d'électeurs ralliés en 2024. Ces derniers sont à l'origine de la montée en puissance du RN qui a eu pour effet de le propulser en véritable parti dominant de la Ve République au cours des cinq dernières années. Alors que les électeurs fidèles et épisodiques du RN correspondent au profil maintenant presque « classique » d'un électorat populaire et de faible niveau de diplôme, les électeurs ralliés en 2024 présentent un profil différent : celui d'un électorat de classes moyennes, plus âgé et bien doté en diplômes de l'enseignement supérieur. D'une certaine manière, l'inflexion forte de croissance qu'a connue le RN de 2022 à 2024 (de 23,2 % à 33,2 %) correspond à un étiolement sensible des digues sociales et culturelles qui contenaient jusqu'alors la poussée du parti. Dorénavant, des milieux (personnes âgées, cols blancs, diplômés) longtemps réticents à la formation dirigée par Jordan Bardella, cèdent davantage à son attrait. Comme nombre de partis dominants sous la Ve République, le RN devient un parti attrape-tout avec lequel il faudra compter lors de la prochaine échéance présidentielle.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol.org



978 2 36408 391 2

ISBN : 978-2-36408-391-2

5 €